

# La Libye de Kadhafi,

**Kadhafi n'arrête pas de faire parler de lui, mais jamais il n'a imaginé vivre des moments aussi tragiques, lui qui est venu à la politique en 1969 par un coup d'Etat contre le roi Idriss Senouci, d'origine algérienne, avec le soutien du colonel Houari Boumediene. Il pensait qu'il avait, après avoir fait amende honorable, gagné en respectabilité aux yeux des diri-**

**geants européens et américains qui le courtoisaient pour son pétrole et sa «générosité», comme d'ailleurs tous les autres pays pétroliers du Golfe. Il découvre ainsi le vrai visage de ceux qui lui ont donné l'illusion qu'ils l'aimaient en s'armant de belles embrassades et de flatteries qui n'en finissaient pas. Les choses semblent changer.**

Par Ahmed Cheniki

L'«Occident», trop intéressé par les intérêts pétroliers et géostratégiques n'en a cure, privilégie la solution militaire, en soutenant en armes les insurgés, après s'être tu durant de longues années sur les exactions du colonel, multipliant les visites et lui plantant sa tente dans leurs capitales, alors que la raison aurait été de chercher une solution durable en imposant un dialogue fondé sur un jeu démocratique, certes difficile à instaurer en Libye, dans une situation de quasi-guerre civile, d'ailleurs entretenue et qui risquerait de nous atteindre de plein fouet.

La presse algérienne devrait arrêter de singer les discours des journaux et des télévisions européennes apportant souvent des informations non justifiées (ce qui est contraire à l'éthique et à la déontologie journalistique) et réfléchir aux vrais enjeux et aux risques majeurs que connaîtraient l'Algérie et la région en cas d'intervention militaire «occidentale».

La réalité est complexe. Le fait que les Européens et les Américains refusent de privilégier une solution politique (avec possibilité de constituante et d'élections démocratique) à cette guerre civile entretient les soupçons. Le gouvernement algérien devrait redoubler de prudence. Il y va de la stabilité de notre pays et de la région. La dictature de Kadhafi a enfanté un borborygme, d'ailleurs entretenu actuellement par les puissances «occidentales».

On ne peut comprendre ce qui s'y passe si on ne situe pas ce pays dans le contexte historique et sociologique marqué par une forte structure tribale, que Kadhafi a toujours utilisée pour mater toute rébellion.

Il y eut des combats fratricides bien avant l'arrivée du roi Idriss. Tout le monde savait ce qui se passait en Libye, bien avant les tragiques événements d'aujourd'hui. Les relations des Européens et des Américains avec le colonel libyen ont connu tantôt des moments de conflit, tantôt des moments de répit à tel point qu'après la dernière réconciliation, il était considéré comme un pion, certes quelque peu fantasque, des Etats-Unis. Le colonel Kadhafi occupe constamment les devants de la scène médiatique.

Il est en quelque sorte un véritable anti-héros d'un film de série B. Diabolisé à l'extrême à un moment donné par les médias américains, cet homme, ancien officier, qui a pris le pouvoir après avoir renversé le roi Idriss, en 1969, était considéré comme l'homme à abattre et l'ennemi public n°1 dans l'imaginaire américain.

Cette image fabriquée par les médias anglo-saxons était profondément ancrée dans l'esprit de l'Américain moyen qui avait trouvé normale l'intervention musclée de 1986 qui avait coûté la vie à l'époque à sa fille adoptive, Aïcha.

L'affaire Lockerbie (attentat contre un avion de la Pan Am en 1988 qui s'écrasa dans cette ville d'Ecosse) a encore assombri l'image du leader libyen qui n'a pas arrêté de clamer son innocence et de rendre l'Iran responsable de cet acte. Après avoir reçu des assurances américaines, il a décidé de livrer ses deux ressortissants et de ne plus évoquer les tentatives de fabriquer du nucléaire, volontairement arrêté pour satisfaire les Américains.

Dès qu'on évoque le nom de la Libye, la référence au «guide» devient un passage obligé et la Libye un pays «hostile», aussi bouillonnant et brouillon que son «président».



Photo : DR

A Tripoli, comme d'ailleurs les autres villes, les Libyens avaient une folle envie de vivre et de s'amuser, loin du discours officiel ânonné à longueur d'émissions insipides et ennuyeuses. Ils n'en avaient que faire des déclarations politiques sur Lockerbie qui monopolisaient les journaux (tous étatiques) et les moyens audiovisuels (radio et télévision). D'ailleurs, la grande partie des foyers possèdent leur parabole et boycottent de fait «el guenfoud» ; c'est ainsi que les Libyens appellent leur télévision qui ne se lasse pas de montrer et de remonter les images du colonel dans toutes les positions. Aujourd'hui, les choses ont changé.

Ce n'est plus comme durant les premières années du coup d'Etat, époque qui a vu la mise en place des «comités révolutionnaires» qui faisaient la pluie et le mauvais temps dans ce pays, torturaient, masacraient de jeunes étudiants et enseignants à l'intérieur même des campus universitaires et arrivaient à poursuivre leurs opposants même à l'étranger, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères, Khikha, enlevé au Caire.

L'université El-Fateh de Tripoli, où j'ai assuré un enseignement durant une année, a connu des moments tragiques vers les années 1970-1980. Ainsi, vivait ce pays qui cherchait, à travers des unions ratées, à refaire le monde arabe et africain et à réaliser en quelque sorte l'illusion unitaire de Nasser ou le discours panafricaniste de Nkrumah. Il se faisait d'ailleurs appeler le roi des rois d'Afrique, moyennant des milliards de dollars alors que son pays connaissait de sérieux problèmes sociaux, conséquence d'une mauvaise redistribution de la rente. Les «folies» du rais ne semblent plus séduire grand monde. Certes, les gens étaient en quelque sorte obligés dans cette société marquée par la présence omniprésente des services de sécurité d'assister

aux meetings et aux réunions parce qu'ils connaissent le poids de la police dans l'échiquier politique. Même Kadhafi semblait dépassé par les événements, d'autant que de nombreux proches s'étaient sérieusement enrichis et avaient souvent investi à l'étranger, en Italie surtout.

Le «guide» peut les attaquer à la télévision, mais il ne peut rien leur arriver, surtout qu'ils constituent désormais une force économique importante qui influe sur les vraies décisions. A Kadhafi, le monopole du discours sur les vertus de la «troisième voie universelle» incarnée par le fameux livre vert, à ses anciens amis, les affaires et le commerce qui, depuis le début des années quatre-vingt-dix, caractérisent la société libyenne. Ainsi, de grands supermarchés privés sont implantés dans les quartiers huppés de la ville de Tripoli comme Gargaresh ou place du 1<sup>er</sup> Septembre ou la place Verte, des projets de millions de dollars sont réalisés par d'anciens apparatchiks. Le commerce parallèle détenu par d'anciens responsables connaît une florissante poussée. La bière et les boissons alcoolisées, en principe interdites, ne sont pas absentes du marché. Elles sont la propriété de gros bonnets du pouvoir.

Une petite virée du côté de Gargaresh, quartier résidentiel, à quelques kilomètres de la capitale, fournit une idée de l'économie libyenne qui est une machine à deux vitesses : l'économie formelle ouvertement libérale depuis 90 et l'espace parallèle qui constitue la véritable économie de ce pays.

Le «socialisme» a permis l'enrichissement de quelques responsables qui ont profité de leur situation au niveau des sphères de décision pour se construire des fortunes colossales. Et ce sont ces hommes qui, aujourd'hui, critiquent le fonctionnement «socialiste» de la Jamahiriya. Comme en Algérie d'ailleurs. Le privé, encouragé

depuis 1990, a désormais pignon sur rue, même si on continue toujours à chanter les *tacharoukiyate* (coopératives) dans les discours et à la télévision. Les magasins d'Etat perdent de leur attrait et ne proposent souvent que des matières alimentaires. Tout un trafic marque ce qu'ils appellent les *jam'iyat* (coopératives de consommation) où il ne reste que le riz et le sucre, les produits fabriqués sous licence comme les téléviseurs (Gar Younés) ou les réfrigérateurs par exemple sont le plus normalement du monde vendus à l'extérieur à des prix multipliés par huit, dix. La cherté de la vie et la modicité des salaires, d'ailleurs, non régulièrement versés, poussent de nombreux fonctionnaires à utiliser le système D pour vivre correctement. Le marché noir constitue une affaire très juteuse.

La libéralisation du commerce extérieur a permis l'importation de produits alimentaires et de biens de consommation qui sont souvent vendus à des prix élevés. Dans les supermarchés privés, on trouve de tout.

La nouvelle bourgeoisie née à l'ombre du secteur d'Etat peut se permettre des voyages à l'étranger, des produits de luxe et des résidences luxueuses dans les plus beaux quartiers de Tripoli ou de Benghazi. Ainsi, les sorties en Italie où certains apparatchiks possèdent même des hôtels ou d'autres affaires sont fréquentes.

L'Etat libyen est actionnaire dans plusieurs sociétés italiennes les sauvant le plus souvent de la faillite. Le gouvernement libyen a de nombreuses parts dans l'entreprise des Agnelli, la société d'automobiles Fiat. Tripoli offre une image terne et bouillonnante, mais elle cache aussi des charmes que le voyageur discret ne pourrait voir. Des lieux magnifiques comme les villages touristiques de Gargaresh ou de Janzour, à quelques encablures de la capitale, ou à l'intérieur, marquent le paysage, certes, mal exploité, mais qui peut constituer un levier économique de choix. Mais les familles aisées préfèrent souvent partir du côté de Rome ou de Tunis.

Là, souvent, les Libyens s'éclatent et oublient le quotidien morose de leur cher pays englué dans les eaux profondes d'un discours stéréotypé qui ne séduit plus les jeunes qui ne parlent souvent que de foot et de sexe. Ainsi va la vie dans ce pays que la délinquance et la drogue commencent à visiter et que la dégradation des lieux de santé et d'éducation rend peu fréquentable. Tripoli et Benghazi, deux sœurs qui n'arrêtent pas de se boudier, les gens de Benghazi, proches de l'Égypte, marqués par une certaine aristocratie, méprisent les Tripolitains, trop rustres à leurs yeux.

Aujourd'hui, dans ce pays d'à peine six millions d'habitants, avec une immigration qui dépasse le million, on parle de plus en plus de privatisation des universités et des hôpitaux. Ainsi, des écoles privées existent et concurrencent sérieusement les établissements publics qui assurent un enseignement inadapté. Ce qui déjà produit une société à deux vitesses : les nantis et les laissés-pour-compte qui ne profitent pas de la manne pétrolière qui est l'unique source de revenus (atteignant ces dernières années la quarantaine de milliards de dollars) de ce pays sérieusement marqué par les luttes tribales. Ainsi, par exemple, un lieu comme Sebha, peuplé essentiellement de noirs, fonctionne en quelque sorte de manière autonome, en dehors de l'Etat. Cette configuration tribale marque le paysage libyen.